

Opening remarks by Jean-Claude Juncker, President of the European Commission, at the press conference following the Social Summit for Fair Jobs and Growth

As you know, this was the first Social Summit since 1997. In 1997 we had the first and last Employment Summit. I am the only one to remember that because I was chairing the meeting in 1997. In our then adopted conclusions we were saying, as members of the European Council, that we should have an employment and social summit once per year. It took 20 years to have the second summit.

And it is thanks to the determination and the ambition of Stefan Löfven with whom I agreed to have this summit taking place in Sweden. Why in Sweden? The initial idea of the Commission was to restrict this social pillar to the Member States of the euro area. And I thought it would be good to broaden it and my first idea was to invite the Swedish Prime Minister to chair this meeting in order to show and to prove to the non-euro members that this is a matter to be dealt with by the non-euro members too. And thankfully Stefan was taking over. I am very grateful to him for having organised together with the Commission this meeting.

Les résultats sont là. Nous nous sommes mis d'accord sur une liste de 20 principes généraux qui dorénavant constituent une espèce de cadre pour l'évolution des politiques sociales et en Europe et dans nos Etats membres. J'étais agréablement surpris de voir que tous les Etats membres, les 28, ont répondu présent lorsqu'il s'agit de meubler et d'ameubler la dimension sociale de l'Europe. La Commission avait proposé la mise en place du socle lors de mon discours sur l'état de l'Union de septembre 2015, nous avons présenté nos propositions en 2017 et nous avons organisé une large consultation avec les partenaires sociaux, les Etats membres, enfin avec à peu près tout le monde.

Donc je suis content de constater que nous avons maintenant un catalogue de principes dont nous voudrions qu'ils ne restent pas lettre morte. Le socle des droits sociaux n'est pas une collection de poèmes mais un programme de principe d'abord et d'action ensuite.

La Commission n'a pas attendu la conclusion de ce Sommet pour lancer les premières initiatives qui sont reflétées dans le socle des droits sociaux. Nous avons revigoré, après l'avoir revue, la directive détachement, qui est une pièce essentielle dans la lutte contre le dumping social qui nous guette et nous frappe partout. Nous avons proposé aux colégislateurs une directive sur le congé parental, sur le congé soins, ainsi que d'autres initiatives dont nous voudrions que le Parlement et que le Conseil se saisissent le plus rapidement possible.

Tout le monde me dit: voilà, il faut maintenant appliquer les principes que nous avons présentés sous forme de pilier social. Or, sur les 19 propositions que la Commission a faites depuis son entrée en fonction seulement 7 jusqu'à ce jour ont abouti; 12 restent sur la table du Conseil et du Parlement européen. Donc j'invite et le Parlement et le Conseil à faire de leur côté leur travail. Il reste beaucoup de choses à faire parce que certaines de ces initiatives jusqu'à ce jour n'ont pas été adressées par le Parlement et le Conseil. Mais je crois que suite à l'impulsion qui est celle d'aujourd'hui tout le monde va se ressaisir et faire en sorte que nous aurons des résultats concrets au cours de l'année à venir. Année à venir dont je voudrais qu'elle soit aussi celle qui adoptera une nouvelle directive sur le contrat de travail par écrit. La dernière directive remonte à '91; il est temps, vu l'évolution des marchés de travail et vu l'évolution des modes de pensée en matière sociale, il est évident que nous devons revenir à cette affaire.

Dann haben wir heute über Kultur geredet. Die Kommission hat letzten Dienstag in Straßburg einige Maßnahmen – sechs, im Groben an der Zahl – vorgeschlagen. Mir kommt es im Wesentlichen darauf an, dass wir Ernst machen mit diesem Schlachtruf der allenthalben ertönt, dass wir das Erasmus-Programm wesentlich verstärken sollen. Bislang haben 9 Millionen junge Menschen am Erasmus-Programm teilgenommen. Von nun bis Ende 2019 werden noch drei weitere Millionen hinzukommen. Es gibt viele, die sagen, das Programm ist ja doppelt wert. Deshalb habe ich mir erlaubt, vorzutragen, was das in Zahlen heißt, wenn wir das Programm verdoppeln. Statt 3,7% europäische Studenten im Erasmus-Programm einzuweisen, 7,5% einzuweisen, dann wird dies für die Finanzierungsperiode 2011-2018 einen Kostenpunkt von insgesamt EUR 30 Milliarden zur Folge haben. Ich bin sehr dafür. Aber ich habe gemerkt, als ich diese Zahlen nannte da war die Begeisterung anderer schon ein bisschen gedämpft. Deshalb müssen wir – das haben auch Stefan und Donald so zusammengefasst – bei der Festlegung der mehrjährigen Finanzperspektive auf dieses Thema zurückkommen. Wie ich auch gerne hätte, dass wir Ernst machen mit der Forderung, dass alle Europäer neben ihrer Landessprache noch zwei weitere Sprachen sprechen. Und das soll bis 2025 in die Wege geleitet werden. Das wird für Luxemburg kein großes Problem darstellen. Weil die Belgier, die Franzosen und die Deutschen sich ja seit Jahrhunderten weigern, die Luxemburgische Sprache zu erlernen, blieb den Luxemburgern nichts anderes übrig als Deutsch und Französisch zu lernen – das macht schon mal drei Sprachen – dann kommt noch Englisch hinzu. Viele Luxemburger sprechen auch Portugiesisch und Spanisch, also wir sind da Europa um eine Nasenlänge voran. Aber ich rede ja hier nicht für Luxemburg, aber weil niemand so gut über Luxemburg reden kann als ich selbst, mache ich das lieber selbst.

Also wir machen uns jetzt an die Arbeit.